



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2013

**Centre National d'Appareillage Orthopédique de Dakar
(CNAO)**

**VERSION FINALE
JUILLET 2015**

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Dakar Pontylimm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel :Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn Fax: 33 867 68 01

SOMMAIRE

SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX.....	6
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	9
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	9
1.2. OBJECTIF DE LA MISSION ET ETENDUE DES TRAVAUX A EFFECTUER.....	9
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS.....	10
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	10
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	12
2.2.1. <i>La Cellule de Passation des Marchés (CPM)</i>	12
2.2.2. <i>La Commission des Marchés</i>	13
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	13
2.3.1. LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS (DCMP)	13
2.3.2. <i>L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)</i>	14
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	14
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	15
3. SYNTHÈSE DE LA REVUE	15
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.	15
3.1.1. <i>Présentation du CNAO</i>	15
3.1.2. <i>La commission des marchés</i>	17
3.1.3. <i>La Cellule de Passation des Marchés</i>	17
3.1.4. <i>Production des rapports trimestriels et du rapport annuel</i>	18
3.1.5. <i>Documents de programmation de la préparation des marchés</i>	18
3.1.5.1. <i>Plan de passation des marchés</i>	18
3.1.5.2. <i>Avis général de passation des marchés</i>	18
3.1.6. <i>Archivage des dossiers</i>	18
3.1.7. <i>Registre des marchés</i>	19
3.2.1. <i>Échantillon</i>	19
3.2.2. <i>Rappel des seuils de passation des marchés applicables au CNAO</i>	20
3.2.3. <i>Marchés conclus par Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)</i>	20
3.2.4. <i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours</i>	21
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE	21
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE) ..	21
3.4.1. <i>Sélection</i>	21
3.4.2. <i>Travaux effectués</i>	21
3.4.3. <i>Résultats</i>	21

4.	RECOMMANDATIONS	22
4.1.	RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	22
4.2.	RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX (DRP)	22
5.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS.....	23
6.	STATISTIQUES DES ANOMALIES	23
6.1.	STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP).....	23
7.	ANNEXES	24
7.1	FICHES DE PROJETS	25
7.2	REPOSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	30
7.3	LETTRE DE TRANSMISSION	31

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNAO	Centre National d'Appareillage Orthopédique de Dakar
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Évaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres

RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par le Centre National d'Appareillage Orthopédique de Dakar (CNAO), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM. La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie. En ce qui concerne le CNAO, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour le CNAO

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	
1	Commission des marchés : Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis et transmis avant le 5 janvier 2013 à l'ARMP et à la DCMP	Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.
2	Rapports trimestriels : Les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés.	Élaborer et transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.
3	Avis général de passation des marchés: L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié.	Élaborer et publier l'avis général de passation des marchés dans un journal quotidien de grande diffusion et sur le portail officiel des marchés publics, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation

		conformément aux articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
4	Le plan de passation des marchés Le plan de passation des marchés n’a pas été élaboré.	Élaborer et transmettre le plan de passation des marchés à la DCMP en début d’année conformément à l’Arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l’article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l’article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
5	Archivage : Le système d’archivage n’est pas conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l’ARMP.	Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l’ARMP.
B	Passation des marchés examinés	
Marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix (DRP)		
Aucune des 3 DRP examinées n’a été inscrite dans le PPM.		Veiller à l’inscription des marchés dans le PPM conformément à l’article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics sous peine de nullité.
Pour la DRP relative à la fourniture de matériels et consommables informatiques, quatre (04) candidats ont été consultés au lieu de cinq 05 requis par la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.		Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP). La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectif de la mission et étendue des travaux à effectuer

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique N°2011-15 du 08Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;

- Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'État, aux Collectivités locales et aux Établissements publics ;
- Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Éthique en matière de marchés publics
- Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté N°11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;

- Arrêté N°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMF pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;

- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante. Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction Centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés. La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Économie et des Finances, est créée par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'État, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

- **État, Collectivités Locales, Établissements Publics**

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

- **Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres**

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;

- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification ;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés.

3.1.1. Présentation du CNAO

Le Centre National d'Appareillage Orthopédique de Dakar est érigé en Établissement Public de Santé (EPS) par décret N°2004-1410 du 4 novembre 2004.

- **Mission et objectif**

Le CNAO a une mission de service public. Son objectif est de répondre à la demande sans cesse grandissante, d'amélioration de la qualité des soins prodigués et de relèvement de son niveau d'activité.

- **Les activités du CNAO**

Le CNAO est un EPS à vocation nationale et sous régionale avec des missions de soins en rééducation et réadaptation fonctionnelle, d'appareillage, d'enseignement et de recherche.

Les prestations offertes par le CNAO sont d'ordre médical par le biais des consultations et actes médicaux spécialisés en appareillage et en rééducation fonctionnelle, des prestations d'appareillage pour la confection et la conception d'appareils de type orthopédique et prothétique, le tout en appui avec le service administratif.

Dans le cadre de la collaboration le liant à l'École Nationale de Développement Sanitaire et Social (ENDSS), le CNAO outre ses offres de soins, participe pleinement aux activités d'enseignement destinées à la formation des techniciens supérieurs en kinésithérapie.

Les principaux clients de l'établissement sont :

- l'érection du CNAO en EPS permet aux agents de l'état de bénéficier des Imputations Budgétaires (IB) comme moyen de prise en charge pour les prestations autorisées par le Ministère des finances.
- les Institutions de Prévoyance Maladies (IPM), Assurances, et Sociétés : qui se portent garant de leurs adhérents agents et assurés pour toute prestation offerte par le CNAO. Cette garantie est matérialisée par la délivrance d'une Lettre de Garantie (LG) après entente préalable ;
- la Caisse de Sécurité Social (CSS) : elle se porte garante de la prise en charge des accidentés de travail qui sollicitent le CNAO. De manière générale, elle assure directement le paiement des actes de consultations, d'appareillage et de rééducation fonctionnelle selon les tarifs en vigueur ;
- les particuliers à leurs frais : ils représentent 50% des patients dont une majorité présentant une situation d'indigence. Le service social prend en charge les cas sociaux ou effectue des réductions sur les montants facturés en fonction du degré d'indigence.

3.1.2. La commission des marchés

La décision portant mise en place de la commission des marchés est datée du 09 avril 2013. La commission est ainsi composée :

- Le Président de la Commission des marchés ;
- Le Chef de Service Administratif et Financier ;
- Le Responsable des Services Techniques ;
- Le Responsable des approvisionnements et marchés ou son représentant;
- Le Représentant du Ministère de la santé et de l'action sociale;
- Le Représentant du contrôle financier de l'État.

Constats

Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis avant le 5 janvier 2013 conformément à l'Arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

3.1.3. La Cellule de Passation des Marchés

La Cellule de passation des marchés comprend un membre et son suppléant. Il s'agit de Mme DIEDHIOU Mariama, Chef de service administratif et financier nommée par note de service numéro 110/12/MSAS/CNAO/DIR/SAF du 09/04/2013.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés.

Constats

Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés en violation des dispositions de l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

Un Plan de passation des marchés n'a pas été élaboré et publié sur le portail des marchés publics.

3.1.5.2. Avis général de passation des marchés

Un avis général de passation des marchés n'a pas été publié.

Constats

L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de passation des marchés n'a pas été fait conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

Constat

Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

3.1.7. Registre des marchés**Constats**

Le CNAO dispose d'un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés Publics.

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés**3.2.1. Échantillon**

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés par le CNAO. La liste est composée de trois (03) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) pour un montant total de 34 700 946 F CFA TTC et se présente comme suit :

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)
1	Fourniture d'imprimés	DRP	fourniture	3 443 830 FCFA
2	Matériels et consommables informatiques	DRP	fourniture	8 333 160 FCFA
3	Intrants en appareillage orthopédique et matériel médico-technique	DRP	fourniture	22 923 956 FCFA
TOTAL GENERAL		34 700 946 FCFA		

La totalité de ces marchés ont été examinés.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013	
	NOMBRE	MONTANT
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	-	-
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	3	34 700 946
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	3	34 700 946

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables au CNAO

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)

Trois (03) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de 25 335 000 FCFA TTC. Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- Marché non inscrit dans PPM (absence de PPM) ;
- Pour la DRP relative à la fourniture de matériels et consommables informatiques quatre candidats ont été consultés au lieu de cinq requis par les dispositions réglementaires.

3.2.4. Marchés ayant fait l'objet d'un recours

Sur la gestion 2013, il n'y a pas eu de recours enregistré auprès du Comité de Règlement des Différents (CRD) de l'ARMP.

3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

En ce qui concerne l'exécution des contrats, nos contrôles n'ont pas révélé d'anomalies significatives.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)**3.4.1. Sélection**

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)
1	Fourniture d'imprimés	DRP	Fourniture	3 443 830
2	Matériels et consommables informatiques	DRP	Fourniture	8 333 160
3	Intrants en appareillage orthopédique et matériel médico-technique	DRP	Fourniture	22 923 956
TOTAL GENERAL 34 700 946 FCFA				

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité en rapprochant les fournitures réceptionnées avec les commandes.

3.4.3. Résultats

Nous n'avons pas relevé de non conformités sur l'audit physique.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Transmettre à temps à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Élaborer et transmettre le plan de passation des marchés à la DCMP en début d'année conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités contractantes de l'ARMP.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix (DRP)

- Veiller à l'inscription des DRP dans le PPM transmis à la DCMP;
- Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pour la consultation de cinq candidats dans le cadre de la procédure de DRP

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Le CNAO n'a pas fait l'objet d'un audit sur les marchés publics en 2012. Par conséquent, le suivi des recommandations n'est pas couvert par notre rapport.

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- a) Marché non inscrit dans PPM publié ;
- b) le nombre de candidats consultés est inférieur à 5.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés pour les DRP :

N °	Objet du marché	a	b
1	Fourniture d'imprimés	X	
2	Matériels et consommables informatiques	X	X
3	Intrants en appareillage orthopédique et matériel médico-technique	X	
Total		3	1

7. ANNEXES

7.1 FICHES DE PROJETS

1. Fourniture d'imprimés

DRP N°47/13/MSAS/CNAO/DIR/SAF	
Date d'invitation	15 janvier 2013
Date de dépôt des offres	25 janvier 2013
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	25 février 2013
Attributaire	Imprimerie SALAM
Date du bon de commande	
Montant du marché en F CFA TTC	3 443 830 F CFA TTC
Date du contrat	25 FÉVRIER 2013
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	23 avril 2013
Délai d'exécution	2 mois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - GLOBAL ACCES - ETS BANJERE - IMPRIMERIE SALAM - ETS SÉNÉGAL MULTI SERVICES - GRAPH ART
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'imprimés. Tous les fournisseurs invités ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GLOBAL ACCES: 3 786 030 F CFA TTC - ETS BANJERE: 4 485 180 F CFA TTC - IMPRIMERIE SALAM: 3 443 830 F CFA TTC - ETS SÉNÉGAL MULTI SERVICES: 3 808 450 F CFA TTC - GRAPH ART: 4 932 400 F CFA TTC <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant 3 443 830 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	-
Recommandations	

2. fourniture de matériels et consommables informatiques

DRP N°48/13/MSAS/CNAO/DIR/SAF Fourniture de matériels et consommables informatiques	
Date d'invitation	18 janvier 2013
Date de dépôt des offres	29 janvier 2013
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	25 février 2013
Attributaire	BURINFO
Date du bon de commande	
Montant du marché en F CFA TTC	8 333 160 F CFA TTC
Date du contrat	26 février 2013
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	07 avril 2014
Délai d'exécution	14 mois
Fournisseurs consultés	- GLOBAL CONSULTING - SESA TECHNOLOGIE - BURINFO - CONVERGENCE INFORMATIQUE
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériels et consommables informatiques. Quatre fournisseurs ont été consultés et ils ont tous soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GLOBAL CONSULTING: 8 672 410 F CFA TTC ; • SESA TECHNOLOGIE : 7 633 420 F CFA TTC • BURINFO : 8 333 160 F CFA TTC • CONVERGENCE INFORMATIQUE : 8 658 840 F CFA TTC <p>Le marché n'a pas été attribué au moins-disant (SESA TECHNOLOGIE) parce qu'il n'a pas respecté toutes les spécifications techniques.</p>	
Non conformités	- Le nombre de candidats consultés est inférieur à cinq ; - Absence d'un dossier de DRP.
Recommandations	- se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;

3. fourniture d'intrant appareillage orthopédique et de matériel médico-technique

DRP N°97/13/MSAS/CNAO/DIR/SAF						
Objet : fourniture d'intrants appareillage orthopédique et de matériel médico technique						
Date d'invitation			04 février 2013			
Date de dépôt des offres			12 février 2013			
Délai de préparation des offres			08 jours			
Date d'attribution			19 mars 2013			
Attributaire	AFRI SEGMENT (intrants appareillage orthopédique)	LOT 1	591 298 F CFA TTC			
		LOT 2	4 945 500 F CFA TTC			
		LOT 3	5 445 350 F CFA TTC			
		LOT 4	820 390 F CFA TTC			
	CROISSANCE PLUS (matériel médico technique)	LOT 5	11 121 418 F CFA TTC			
Date du bon de commande						
Montant du marché en F CFA TTC			F CFA TTC			
Date du contrat			19 MARS 2013			
Date d'approbation du marché			Non renseigné			
Date de notification du marché						
Date d'enregistrement du marché						
Date du PV de réception provisoire			28 MARS 2014 pour AFRI SEGMENT CO.			
Délai d'exécution			01an			
Fournisseurs consultés			<div>- SSCG Import/Export</div> <div>- AFRI SEGMENT CO</div> <div>- CROISSANCE PLUS</div> <div>- ETM Établissement Modou GUEYE</div> <div>- MAHMOUD HACHEM</div> <div>- M.B.C SERVICES</div>			
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'intrant appareillage orthopédique et de matériel médico technique. Tous les candidats invités ont soumissionné :						
<div>Fournisseurs lots</div>	SSCG Import/Export	AFRI SEGMENT CO	CROISSANCE PLUS	ETM Établissement Modou GUEYE	MAHMOUD HACHEM	M.B.C SERVICES
Lot1 : intrant menuiserie	1 266 500	591 298	845 470	1 709 820	-	1 093 978
Lot2 : intrant ortho-	13 788 500	4 945 500	9 139 100	9 146 770	-	7 935 750

prothèse						
Lot3 : intransit podo- orthèse	5 835 000	5 445 350	7 544 330	9 431 740	3 697 000 (liste incomplète)	-
Lot4intransit aide technique	2 791 500	820 390	1 116 750	1 425 440	4 362 460	3 281 580
Lot5 : matériel médico- technique	-	-	11 121 418	21 794 600	-	-
<p>Le marché est attribué au moins disant. pour :</p> <p>Lot 1 : 5 591 298 F CFA TTC</p> <p>Lot 2 : 4 945 500 F CFA TTC</p> <p>Lot 3 : 5 445 350 F CFA TTC</p> <p>Lot 4 : 820 390 F CFA TTC</p> <p>Lot 5 : 11 121 418 F CFA TTC</p>						
Non conformités	-					
Recommandations						
Commentaires de l'AC						
Appréciation du Cabinet						

7.2 REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE


7.3 LETTRE DE TRANSMISSION

République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 171/15/MSAS/CNAO/DIR/SAF

Ministère de la Santé et de l'Action Sociale

Dakar, le 18 juin 2015

 **Centre
National
d'Appareillage
Orthopédique de Dakar**
Le Directeur



Objet : Revue à posteriori des marchés publics pour l'exercice budgétaire 2013
Vos références : V/ lettre MTM/CNAO-02-15/MDT DU 10 JUIN 2015

Monsieur,

Nous accusons réception et vous remercions de votre lettre sus référencée par laquelle vous nous avez transmis le rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la passation des marchés pour la gestion 2013.

Nous avons bien noté les constats relatifs à votre audit. Mais, comme nous vous l'avions notifié dans les documents transmis, les anomalies que vous avez constatées au cours de cet audit sont dues à un manque de formation des membres de la Cellule et de la Commission des Marchés du CNAO en passation des marchés et sur le système électronique de gestion des marchés publics (SYGMAP).

En outre, vos différentes recommandations seront prises en compte à l'avenir pour éviter ces anomalies.

En vous en souhaitant une bonne réception, nous vous prions de croire **Monsieur l'associé - gérant** en l'assurance de nos sincères salutations.

A
Monsieur Mame Thierno Mbacké
Associé-gérant GMS/SSPM
Dakar

Le Directeur
Dr. Seydina Ababacar DIOUF

